



## CHAPITRE 208

### LOI CONCERNANT LES CONVENTIONS DES CORPORATIONS MUNICIPALES OU SCOLAIRES AVEC LEURS CRÉANCIERS

Titre  
abrégé.

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers*. S. R. 1925, c. 111C, a. 1; 24 Geo. V, c. 36, a. 1.

“Corpo-  
ration  
scolaire”.

**2.** Dans la présente loi, les mots “corporation scolaire” désignent toute corporation de commissaires ou de syndics d'écoles, et, généralement toute commission et tout bureau constitués en corporation pour fins d'administrer des écoles dans la province. S. R. 1925, c. 111C, a. 2; 24 Geo. V, c. 36, a. 1.

Conven-  
tions  
autori-  
sées.

**3.** Une corporation municipale ou scolaire, régie par une loi générale ou spéciale, peut former toutes conventions avec ses créanciers en général ou ses créanciers dont elle se trouve débitrice en raison d'un ou de plusieurs règlements d'emprunt ou en conséquence de sa dette flottante, pourvu que lesdites conventions aient été ratifiées par les deux tiers en valeur de ces créanciers et approuvées par la Commission municipale de Québec, à la connaissance de laquelle elles ont été portées, sous forme de règlement dans le cas d'une corporation municipale, et sous forme de résolution dans le cas d'une corporation scolaire.

Effect.

Ces conventions lient tous les créanciers en général ou tous les créanciers d'une catégorie, suivant le cas.

## CHAPTER 208

### AN ACT RESPECTING AGREEMENTS BETWEEN MUNICIPAL OR SCHOOL CORPORATIONS AND THEIR CREDITORS

**1.** This act may be cited as the *Municipal or School Corporations Creditors Agreement Act*. R. S. 1925, c. 111C, s. 1; 24 Geo. V, c. 36, s. 1.

Short  
title.

**2.** In this act the words “school corporation” mean any corporation of school commissioners or school trustees, and, generally, any commission and any board incorporated for the purpose of administering schools in the Province. R. S. 1925, c. 111C, s. 2; 24 Geo. V, c. 36, s. 1.

“School  
corpora-  
tion”.

**3.** Any municipal or school corporation, governed by a general or special act, may make all kinds of agreements with its creditors generally, or with its creditors to whom it is indebted under one or more loan by-laws or as a result of its floating debt, provided that the said agreements have been ratified by two-thirds in value of such creditors and approved by the Quebec Municipal Commission, which had same brought to its notice in the form of a by-law in the case of a municipal corporation, and in the form of a resolution in the case of a school corporation.

Agree-  
ments  
author-  
ized.

Such agreements shall be binding upon all the creditors generally, or upon any category of creditors, as the case may be.

Effect.

Approba-  
tion.

En outre, si un règlement ou une résolution visé par le présent article décrète une émission d'obligations, il doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais sans la nécessité d'une approbation par les électeurs propriétaires. S. R. 1925, c. 111C, a. 3; 24 Geo. V, c. 36, a. 1.

Moreover, if such by-law or resolution Approval. contemplates an issue of bonds, it must be approved by the Lieutenant-Governor in Council, but without the necessity of being approved by the elector-proprietors. R. S. 1925, c. 111C, s. 3; 24 Geo. V, c. 36, s. 1.

---